

Fruits et légumes : alléger la réglementation sur les phytos

« Nous attendons des parlementaires et du gouvernement qu'ils revoient l'arrêté du 12 septembre 2006, qui est inapplicable, et qu'ils allègent les pressions réglementaires sur les firmes pour qu'elles puissent proposer des produits pour traiter les cultures », a plaidé Jean-Claude Moron, arboriculteur, invité à intervenir lors d'une audition organisée par le groupe parlementaire fruits et légumes à l'Assemblée nationale le 14 décembre autour de la question des maladies émergentes. Les discussions sur cet arrêté sont en cours, a assuré Jacques Remiller, député de l'Isère et président du groupe parlementaire. Ces préoccupations, confie-t-il, rejoignent plus généralement celles qui concernent les distorsions de concurrence à l'échelle européenne ressenties par l'ensemble de la profession agricole. « Nous allons relayer toutes ces questions », a-t-il poursuivi, et « revenir sur tout ce qui va au-delà de la réglementation européenne ».

1000 molécules en 1996, 250 aujourd'hui

« En 1996 nous avons près de 1 000 molécules à disposition. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 250. En conventionnel comme en bio, cela nous pose de sérieux problèmes », explique Jean-Claude Moron. Et les parasites et maladies extérieures à l'Union européenne apparaissent à un rythme croissant : concernant les invertébrés, il était de l'ordre de 10 espèces par an entre 1950 et 1975, et est passé depuis 2000 à 19 espèces introduites par an, a souligné Olivier Le Gall, du département santé des plantes et environnement de l'Inra de Bordeaux. Aujourd'hui, les producteurs de fruits et légumes s'inquiètent en particulier de l'émergence de *pseudomonas syringae* sur le kiwi, et de *phytophthora* sur le chou.

La lutte chimique butte sur la réduction du nombre de molécules disponibles, ou l'étranglement du marché des fruits et légumes pour les firmes. La lutte biologique suppose quant à elle d'identifier les parasites naturels des nouveaux envahisseurs, et demande un certain temps pour que s'établisse l'équilibre entre les populations. Le temps est aussi nécessaire pour identifier les méthodes de lutte agronomique, a souligné Olivier Le Gall.